

*La conférence mondiale «Violence à l'école et politique publique» débute aujourd'hui à Paris.*

# L'ECOLE SOUFFRE, LE DEBAT AVANCE

**L**a violence à l'école: une affaire planétaire? Ce matin, à Paris, une «conférence mondiale» sera ouverte par Jack Lang dans la Maison de l'Unesco. Le ministère de l'Education nationale souligne que, en étant à l'initiative de cette «première mondiale», la France prend la mesure d'un problème qui «préoccupe toutes les démocraties».

De fait, l'Observatoire européen de la violence scolaire, organisateur de la manifestation,

a sélectionné plus d'une centaine de communications sur le sujet. Pendant trois jours, des spécialistes issus d'une trentaine de pays vont s'interroger sur les causes de ces violences et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre. Mercredi, la conférence doit être clôturée par le Premier ministre en personne. Et il n'est pas exclu que Lionel Jospin en profite pour distiller quelques annonces.

**Opportunisme.** Pour autant, les sociologues et les péda-

gogues rassemblés à l'Unesco n'auront pas la naïveté de croire que c'est uniquement par intérêt pour leurs travaux que le gouvernement honore ainsi de sa présence ce colloque scientifique. A l'évidence, la proximité des élections municipales n'est pas étrangère à ce choix. La violence et l'insécurité se sont invitées dans la cam-

pagne et il ne sera sans doute pas inutile, à quelques jours du scrutin, que le Premier ministre s'exprime une nouvelle fois sur ces questions.

Pour Eric Debarbieux, professeur en sciences de l'éducation à l'université de Bordeaux et fondateur de l'Observatoire européen de la violence scolaire, cette conférence aura d'abord le mérite de rappeler que les phénomènes de violence scolaire sont liés à l'inégalité sociale et économique. Ils concernent donc, d'une manière ou d'une autre, la plupart des Etats confrontés à cette inégalité, autant dire le monde entier. «*Au fond, la violence à l'école est un excellent outil*

*d'analyse des sociétés libérales*», constate Eric Debarbieux, qui ne craint pas de conclure que l'enjeu n'est autre qu'un «*choix de civilisation*».

Ce n'est par hasard que la France se trouve être à l'origine de cette première confrontation internationale sur le sujet. Il semble que les établissements scolaires de l'Hexagone soient plus durement touchés que ceux des pays voisins. C'est ce qui ressort de l'étude comparative franco-anglaise réalisée par la sociologue Catherine Blaya (lire ci-contre).

**Progrès.** En première ligne sur ces questions, l'Education nationale s'est peu à peu dotée d'un système unique au monde d'observation centralisée

des phénomènes de violence. Chaque trimestre, les établissements font remonter directement au ministère des données chiffrées portant sur le nombre total et sur la nature des incidents: des violences verbales aux atteintes physiques, chaque fait est affecté d'un degré de gravité. Le comité national installé par Jack Lang a mis au point «*un nouveau logiciel de gestion des phénomènes de violence*». La mission de ce comité est surtout de repérer les établissements qui font reculer la violence et d'identifier leurs méthodes. Souvent, la réussite tient à la qualité de l'équipe de direction et à l'existence d'un vrai projet pédagogique.

En France comme ailleurs, les écoles des quartiers populaires dérivent plus souvent vers une délinquance d'exclusion et une violence antiscolaire. Et, pour Eric Debarbieux, l'évaluation des politiques publiques montre que cette violence ne se combat pas par la répression ni par la restauration d'une «*école sanctuaire*». Ainsi, si la violence a pu diminuer dans les établissements de Marseille, c'est que la stabilité des équipes a rendu possible la construction d'une «*culture d'établissement*». Si elle augmente en région parisienne, c'est que «*rien n'est possible*» quand plus de la moitié de l'équipe éducative doit être renouvelée chaque année ●

ALAIN AUFRAY

## Moins de violence outre-Manche qu'en France, dit une sociologue: «Les profs anglais sont plus présents»

**A** conditions comparables, les établissements scolaires anglais luttent mieux contre la violence que les français. C'est ce que démontre la sociologue Catherine Blaya, qui a contribué à la première publication de l'Observatoire européen de la violence scolaire (1). Son enquête porte sur 1675 élèves anglais de 11 à 16 ans scolarisés à Portsmouth, Brighton, Southampton, Londres et Liverpool. Elle a mis en regard leurs résultats avec ceux d'un échantillon d'élèves français de Paris, Marseille, Roubaix et Bordeaux.

**Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer que l'Angleterre fait mieux que la France face à la violence ?**

Quasiment tous les indicateurs. 57 % des élèves anglais trouvent leur établissement «bien» ou «très bien», contre 21 % des français. Les Anglais sont également 57 % à juger «bonnes» ou «très bonnes» leurs relations avec les enseignants. Ils ne sont que 37,5 % en France.

**Les enseignants anglais ont-ils un truc ?** Ils sont plus présents. Ils ont une trentaine d'heures de présence obligatoire par semaine, dont vingt de cours. Le reste est consacré à du tutorat individualisé ou à recevoir les élèves. Ils sont également très impliqués dans les activités extrascolaires, ateliers de théâtre, de cuisine, etc.

**Demander aux enseignants d'animer un atelier de cuisine est difficilement imaginable en France...**

Je suis bien placée pour le savoir ! Quand j'ai enseigné en Angleterre, on m'a demandé de m'occuper d'un club de jardinage. J'avoue avoir assez mal réagi. Au bout de six mois, j'ai découvert que je connaissais les élèves autrement. Mais surtout que ça améliorerait l'attention et, au bout du compte, le niveau en classe.

**Pourtant, en France, on donne la parole aux élèves.**

Oui, sauf qu'on ne les écoute pas toujours. C'est encore pire. Le problème des instances démocratiques, comme les conseils de la vie lycéenne, c'est qu'elles semblent ne fonctionner que dans les établissements où l'ambiance est déjà bonne au départ, et où il existe une culture de la prise de parole.

**La prise de parole des élèves est-elle plus forte en Angleterre ?**

Dès le primaire, les élèves se réunissent dans les *assemblées* par classe ou par groupe de niveau. La gestion de la discipline est collective: tous les adultes s'en occupent. Des règles simples sont affichées partout, dans les salles ou dans les couloirs: il est interdit de cracher ou de se bousculer. 85 % des Anglais connaissent le règlement inté-

**57%**  
des élèves anglais trouvent leur établissement scolaire «bien» ou «très bien», contre 21% des élèves français.

rieur de leur établissement, contre 73 % des Français.

**Les Anglais punissent-ils plus ?**

67,3 % des élèves déclarent avoir été punis dans l'année, contre 72 % des français. Plus important: 33,6 % des Anglais estiment que la punition

était juste, contre 19 % des Français.

**A quoi imputez-vous la qualité d'écoute des enseignants anglais ?**

Le système de recrutement est différent. Les enseignants sont choisis par le conseil d'administration de l'établissement et on ne les envoie pas à l'autre bout du pays s'ils ne le souhaitent pas. Cela permet d'assurer une meilleure stabilité de l'équipe, de bâtir des projets sur plusieurs années et de s'investir plus. Par ailleurs, les écoles jouent un vrai rôle dans leur quartier. Elles accueillent aussi bien le club de jeunes que des cours du soir pour les plus âgés. Cela rejaillit sur l'image du quartier: celle-ci est

«nulle» ou «pas terrible» pour 40 % des Français, et seulement pour 17 % des Anglais. Pourtant, ces quartiers sont dans un état de délabrement avancé et les conditions de vie y sont parfois lamentables.

**Le résultat de cet ensemble de facteurs, c'est moins de violence en Angleterre ?**

Excepté pour le racket. J'impute cette différence à deux éléments. D'une part, plus d'argent circule dans les écoles anglaises car il n'y a pas de système de tickets pour payer la cantine. D'autre part, les élèves qui ne vont pas à la cantine apportent leur *lunch box*, qui fait également l'objet de racket. Enfin, il semble que la présence de drogue dans certains établissements constitue un facteur aggravant.

**En revanche, le niveau est moins bon qu'en France...**

L'école n'a pas le même rôle. Elle vise à épanouir et non à dégager une élite. Cette mission est confiée au privé, qui scolarise 6 % des élèves.

**L'Angleterre est-elle moins exigeante sur les apprentissages pour avoir la paix dans les établissements scolaires ?**

Pas forcément: les écoles qui jouent le jeu obtiennent de meilleurs résultats. Mais attention: tout n'est pas rose. L'Angleterre subit aussi de gros problèmes de recrutement d'enseignants. Certaines écoles réduisent le nombre d'heures de cours, faute de personnel.

**La France doit-elle s'inspirer de l'Angleterre ?**

A condition de maintenir le niveau, je le crois. Mais les enjeux, syndicaux notamment, ne faciliteront pas les choses. L'Angleterre pourrait elle aussi s'inspirer de la France, qui bénéficie d'un soutien public beaucoup plus important ●

Recueilli par EMMANUEL DAVIDENKOFF

(1) *La violence à l'école - Dix approches européennes*, ESF Editeur, 2001 (à paraître le 21 mars).

# Aux Grands-Champs, le Sésame ouvre le dialogue

*Ce collège d'une ZEP des Yvelines a mis en place un régime de sanctions pour tous les incidents.*

**A**ux Grands-Champs, le titre du projet d'établissement c'est «Réussir en paix». Tout un programme pour ce collège de ZEP (zone d'éducation prioritaire) installé au cœur d'un «quartier» de Poissy (Yvelines) où la quiétude n'est pas la règle. Un des outils imaginés ici par les adultes pour faire échec à la violence c'est le «Sésame»: le Suivi Educatif des SANctions et des MERites. Un bien joli nom, qui pèse comme une menace au-dessus de la tête des élèves qui dérapent.

Le Sésame est inspiré d'un projet existant dans un lycée de Trappes. Selon Claire Verny, la principale du collège, c'est «un groupe de travail qui permet d'étudier de façon cohérente les

problèmes de comportement des élèves et de leur proposer des médiations, des sanctions et des punitions». L'objectif est d'instaurer «une gestion plus juste des sanctions» tout en «valorisant les élèves civiques», précise le projet d'établissement.

Le Sésame, les élèves l'appellent «le rapport». Ce «rapport», ce sont ces simples feuilles où élèves et adultes décrivent la

bagarre déclenchée, l'insulte décochée, la menace proférée. La confrontation des deux versions aboutit à une sanction, décidée collectivement en réunion par les adultes. L'échelle des sanctions va de l'heure de colle à l'exclusion, de la médiation au conseil restreint, la dernière étape avant le conseil de discipline. Le Sésame peut éga-

lement déboucher sur des félicitations. Le mérite revient alors à celui qui a arrêté une bagarre, qui a porté les devoirs aux camarades absents ou qui fait des efforts de discipline.

«**C'était avant.**» Quand le Sésame est arrivé aux Grands-Champs, il y a trois ans, c'était un peu la panique. L'ambiance de travail était dégradée (indiscipline, manque d'intérêt général des élèves), la communication entre adultes déficiente et la violence omniprésente. La principale du collège sort de son bureau des cailloux et un échantillon de couteaux pour illustrer le propos. «*C'était avant*», dit-elle. Depuis, ça s'est calmé. Moins de menaces physiques envers les adultes. Bien sûr, il y a toujours des bagarres, des gamins qui allument des feux au milieu de la cour, des insultes, des doigts qui se lèvent, des phares de voitures dégommés au lance-pierres sur le parking de l'établissement. Vendredi, c'est la récré. Une adolescente vient se calmer dans le bureau de Marie, la conseillère principale d'éducation (CPE), et répète: «*Ce collège, c'est l'asile de fous.*»

Pourtant, tout le monde l'assure, ça va mieux. Grâce au Sésame. Peut-être, aussi, parce qu'en 1996 il y avait 590 élèves et qu'il y en a moins de 400 en 2000. L'outil a ses vertus. Il libère les adultes du choix de la sanction et crée une

**«Nous devons faire prendre conscience aux élèves du point de vue de l'autre.»**  
**Claire Verny,**  
**principale des Grands-Champs**

forme de solidarité entre eux. Pour les élèves, c'est une garantie: ils savent qu'ils peuvent être entendus par d'autres adultes que celui qui les a sanctionnés.

Ce projet veut afficher une certaine cohérence dans les sanctions, éviter les disproportions, toujours vécues par les enfants comme des injustices. «*Notre travail, c'est de faire prendre conscience aux élèves du point de vue de l'autre*», dit Claire Verny.

L'expérience a aussi des mérites indirects. On s'aperçoit qu'un enseignant ne va pas bien, quand il a soudain recours de façon trop systématique aux Sésame. «*On peut*

*s'interroger: est-ce que sa classe est devenue d'un coup difficile? ou est-ce le professeur qui est fatigué?*», explique la principale. Et pour Marie, la CPE, le dialogue collectif qui s'instaure, le contexte de la faute, et le recul pris par rapport à la sanction sont autant d'atouts du système.

**Irréductibles.** Un élève de quatrième a la tête baissée dans le bureau de la principale. Il rédige son Sésame. Insultes, menaces. Il s'est fait prendre pour avoir mis le feu à des papiers dans la cour de récré. Le conseil de discipline lui pend au nez. «*Dans la grosse majorité des cas, les élèves craignent le Sésame*», dit la CPE. Quelques irréductibles s'en fichent. Au contraire, ceux-là se font un

honneur d'en recevoir. Jean-Paul, responsable de la section qui accueille les enfants en difficulté (Segpa), trouve que le Sésame devrait être exploité avec plus de parcimonie, pour que sa portée symbolique ne soit pas amoindrie. Pour lui, beaucoup de choses pourraient se régler de personne à personne. Abdelhak, 14 ans, est coutumier des Sésame. Il en a eu pour avoir allumé des pétards, ou feuilleté un magazine porno en classe. Des brouilles, pour lui. Il en rit: «*Les deux premières fois qu'on en a, on a peur. Après, on est habitué.*» Wided, collégienne de 12 ans, pense que les profs «*prennent le Sésame comme une arme*» et que parfois «*ils en abusent*» ●

**DIDIER ARNAUD**